

LIBREVILLE, 21 novembre (Infosplusgabon) - **Le Conseil d'administration du Groupe de la Banque africaine de développement** a accordé vendredi, à Abidjan, un prêt du Fonds Africain de Développement (FAD) de 70,76 millions de dollars américains à la République démocratique du Congo (RDC), pour mettre en œuvre le Programme d'appui au développement agro-industriel du Ngandajika (PRODAN), dans le centre du pays, rapporte un communiqué de l'institution bancaire.

Il s'agit, selon le communiqué, d'un financement du guichet concessionnel de la Banque. Le gouvernement congolais apportera environ 22,37 millions de dollars de contrepartie pour l'exécution du programme sur une durée de cinq ans, dans la province de Lomami, au centre du pays, à environ 1 390 kilomètres de Kinshasa, la capitale du pays. Plus d'un million de personnes dont la moitié composée de ménages agricoles vivent dans cette province où l'agriculture fournit 65,5 % des emplois. Le taux de pauvreté se situe entre 60 et 70% avec une insécurité alimentaire en milieu rural évaluée à environ 15%.

Le PRODAN constitue la phase pilote d'une opération visant à mettre en œuvre des politiques et des stratégies nationales pour développer de pôles de développement agricoles, à travers la création de parcs agro-industriels dans chacune des 22 provinces du pays, afin de stimuler une croissance annuelle du secteur agricole de plus de 6 %.

L'objectif est de réduire la pauvreté, d'assurer la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations rurales, de créer des emplois et des revenus durables. Les autres résultats

attendus concernent l'amélioration de l'accès aux marchés, aux intrants et aux services agricoles. Le programme cible les zones fragiles et défavorisées sur le plan économique, social et environnemental, mais dotées d'un potentiel agricole important, et dont le développement durable contribuera à améliorer la sécurité alimentaire du pays.

Pour M. Serge Nguessan, directeur général de la Banque africaine de développement pour la région Afrique centrale, « ce programme répond au défi de l'insécurité alimentaire auquel la RDC est confrontée. En effet, malgré un potentiel de terres arables fertiles (80 millions d'ha dont seulement 10% sont exploités) et de conditions climatiques favorables (pluies régulières, températures et humidité favorables à l'agriculture, ensoleillement idéal, etc.), le pays fait face à un déficit alimentaire croissant estimé à 10,5 millions de tonnes de céréales par an, principalement du maïs et environ 7 millions de tonnes de produits vivriers divers. »

« La seule façon de combler le déficit alimentaire est de recourir à des importations massives d'environ 1,5 milliard de dollars par an et l'étendue du pays fait qu'il est encore plus difficile de satisfaire les besoins alimentaires des zones éloignées, a-t-il souligné. Le PRODAN fait partie du grand programme prioritaire du gouvernement congolais qui a l'ambition de toucher, à terme, les 22 provinces du pays, et inverser progressivement la tendance d'insécurité alimentaire, grâce au développement de zones spéciales de transformation agroindustrielles. Ce programme est la première opération de ce type pour la RDC ».

Il bénéficiera directement à plus de 131 413 ménages, soit environ 750 000 personnes, dont 52% de femmes, et indirectement à 500 000 ménages agricoles. Il induira la création et la consolidation d'environ 35 petites et moyennes entreprises agricoles, 40 000 emplois directs pour les jeunes (18-35 ans) dont 30% de filles et 20 000 autres emplois directs (30% de femmes).

Afin d'assurer la durabilité des investissements, l'approche « participative et inclusive », adoptée lors de la préparation et de l'évaluation du projet, se poursuivra pendant sa phase de mise en œuvre afin d'impliquer toutes les parties prenantes. De même, l'approche « zone spéciale de transformation agro-industrielle (ZSTA) », permettra d'attirer le secteur agro-industriel privé et facilitera l'accès au marché, et des investissements dans un parc agro-industriel viabilisé : routes, équipements et réseaux divers, infrastructures sociales et de production, accès aux différents réseaux nationaux (route, électricité, téléphone, TIC, etc.).

Rappelons que le Groupe de la Banque africaine de développement est la principale institution du financement du développement en Afrique. Il comprend trois entités distinctes : la Banque africaine de développement (BAD), le Fonds africain de développement (FAD) et le Fonds spécial du Nigeria (FSN). Représentée dans 41 pays africains, avec un bureau extérieur au Japon, la Banque contribue au développement économique et au progrès social de ses 54 Etats membres régionaux.

FIN/INFOSPLUSGABON/PUI/GABON2021

© Copyright Infosplusgabon